

AVIS DE RECOURS EN RÉVISION

RÉVISION

a) Pouvoir

L'article 135 de la Loi prévoit qu'une personne peut, lorsque sa demande écrite a été refusée en tout ou en partie par le responsable de l'accès aux documents ou de la protection des renseignements personnels ou dans le cas où le délai prévu pour répondre est expiré, demander à la Commission d'accès à l'information de réviser cette décision.

La demande de révision doit être faite par écrit; elle peut exposer brièvement les raisons pour lesquelles la décision devrait être révisée (art. 137).

L'adresse de la Commission d'accès à l'information est la suivante :

QUÉBEC

Commission d'accès à l'information
Bureau 2.36
525, boul. René-Lévesque Est
Québec (Québec) G1R 5S9

Tél : (418) 528-7741
Télec : (418) 529-3102

MONTRÉAL

Commission d'accès à l'information
Bureau 900
2045, rue Stanley
Montréal (Québec) H3A 2V4

Tél : (514) 873-4196
Télec : (514) 844-6170

b) Motifs

Les motifs relatifs à la révision peuvent porter sur la décision, sur le délai de traitement de la demande, sur le mode d'accès à un document ou à un renseignement, sur les frais exigibles ou sur l'application de l'article 9 (notes personnelles inscrites sur un document, esquisses, ébauches, brouillons, notes préparatoires ou autres documents de même nature qui ne sont pas considérés comme des documents d'un organisme public).

c) Délais

Les demandes de révision doivent être adressées à la Commission d'accès à l'information dans les 30 jours suivant la date de la décision ou de l'expiration du délai accordé au responsable pour répondre à une demande (art. 135).

La loi prévoit spécifiquement que la Commission d'accès à l'information peut, pour motif raisonnable, relever le requérant du défaut de respecter le délai de 30 jours (art. 135).

APPEL DEVANT LA COUR DU QUÉBEC

a) Pouvoir

L'article 147 de la loi stipule qu'une personne directement intéressée peut porter la décision finale de la Commission d'accès à l'information en appel devant un juge de la Cour du Québec sur toute question de droit ou de compétence.

L'appel d'une décision interlocutoire ne peut être interjeté qu'avec la permission d'un juge de la Cour du Québec s'il s'agit d'une décision interlocutoire à laquelle la décision finale ne pourra remédier.

b) Délais

L'article 149 prévoit que l'avis d'appel d'une décision finale doit être déposé au greffe de la Cour du Québec, dans les 30 jours qui suivent la date de réception de la décision de la Commission par les parties.

c) Procédure

Selon l'article 151 de la loi, l'avis d'appel doit être signifié aux parties et à la Commission dans les dix jours de son dépôt au greffe de la Cour du Québec.



Coginov Inc
 Unité 300-1000, rue de Sérigny
 Longueuil, Québec J4K 5B1

FACTURE

N° facture: 4425
 Date: 09-04-20
 Date d'expédition:
 Page: 1
 Re: N° commande

Vendu à:

Expédié à:

Institut DE TOURISME ET D'HÔTELLERIE DU QUÉBEC
 Christelle Cuilleret
 3535, rue Saint-Denis
 Montréal, Québec H2X 3P1
 Canada

Institut DE TOURISME ET D'HÔTELLERIE DU QUÉBEC
 Christelle Cuilleret
 3535, rue Saint-Denis
 Montréal, Québec H2X 3P1
 Canada

No. d'entreprise: COGINOV INC

Article	Unité	Quantité	Description	Taxe	Prix unit.	Montant	
			Voici votre facture concernant le coût annuel récurrent de l'hébergement du progiciel Ultima sur nos serveurs, pour la période du 22 mai 2020 au 21 mai 2021 inclusivement. Bon de commande: CS9556 (2020-2021)	5			
			Merçi.				
			Sous-total:			3,800.00	
			5 - TPS @ 5%; TVQ @ 9.975%				
			TPS			190.00	
			TVQ			379.05	
Coginov Inc TPS: #144 696 176 Coginov Inc TVQ: #120 212 7688							
Expédié par:				No. Suivi:			
Conditions : Net 30. Échu 09-05-20.						Montant total	4,369.05
Remarques: Pour toutes informations concernant votre facture adressez vous à facturation@coginov.com						Montant payé	0.00
Vendu par:						Montant dû	4,369.05

ND 20421